

Métamorphoses des classes populaires

Cédric Hugrée, Etienne Pénissat & Alexis Spire*

Le Monde diplomatique, mai 2017

Soudeur, auxiliaire de vie, guichetière, chauffeur... En Europe, les classes populaires ont connu d'importants bouleversements. De Londres à Bucarest, elles sont les grandes perdantes de la crise. En France, la vie des salariés modestes reste peu connue des professionnels de la politique, qui les tiennent souvent pour une masse grise dont il faut plaindre le sort pour gagner les suffrages.

Depuis quelques années, les constats sur l'augmentation des inégalités se succèdent, au point de réveiller les plus libéraux de nos experts internationaux. Même la Banque mondiale s'inquiète de la croissance des revenus des 1 % les plus riches. Cette mise en accusation des « *ploutocrates globaux* », comme les appelle l'économiste serbo-américain Branko Milanović (1), s'accompagne d'un discours alarmiste sur l'avenir des classes moyennes. En revanche, le sort des classes populaires (*lire* « [Une société en sept familles](#) ») émeut beaucoup moins, alors que celles-ci ont payé le plus lourd tribut à l'internationalisation croissante du capital et à la mise en concurrence des salariés.

Quels traits rapprochent ou distinguent les classes populaires françaises de celles d'autres pays européens ? Une enquête statistique en cours permet de débrouiller la question. La première particularité tient au poids important, en France, du secteur tertiaire, et tout particulièrement des services à la personne et à domicile (2). On y compte beaucoup d'aides-soignantes, d'auxiliaires de puériculture, d'assistantes maternelles ou d'aides à domicile (16 % des classes populaires), alors que leur part est bien moindre en Espagne (7 %), en Italie (5 %), voire résiduelle en Allemagne (4 %), en Grèce et en Pologne (1 %). De même, les femmes de ménage (15 % des classes populaires) y sont plus nombreuses qu'ailleurs — du moins celles effectuant un travail déclaré.

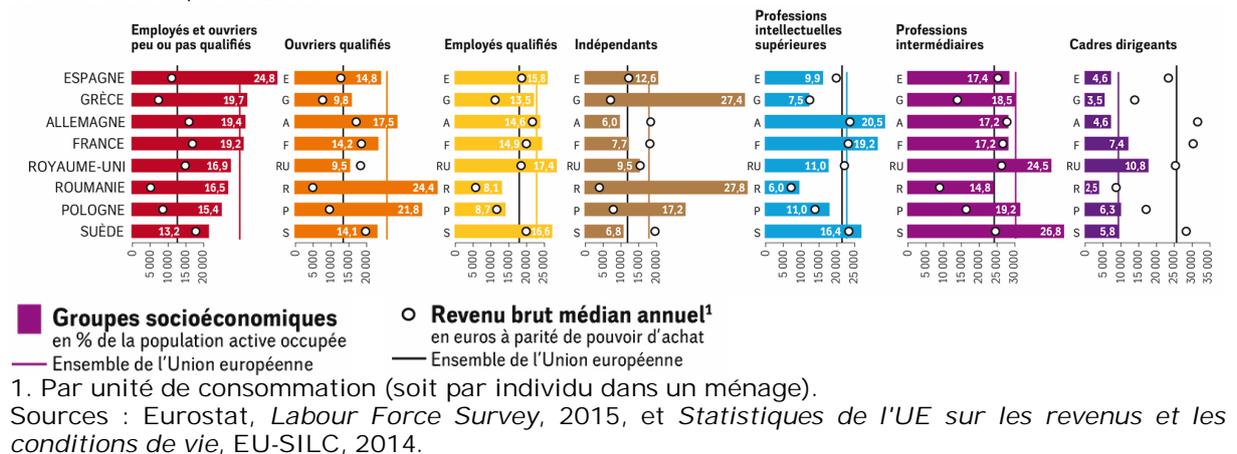
Même si les personnels de ces secteurs restent bien souvent mieux payés et plus formés qu'ailleurs en Europe, leur importance modifie en profondeur la morphologie des classes populaires françaises. Leur féminisation est aussi beaucoup plus prononcée dans l'Hexagone (46 %) que dans tous les autres pays, notamment l'Allemagne (39 %), la Pologne (37 %), la Grèce (35 %) ou l'Italie (34 %). À cette évolution correspond une part plus grande de temps partiel, très souvent contraint. Enfin, ces travailleuses des services se caractérisent par leur jeunesse, et on trouve parmi elles davantage d'étrangères que dans les autres fractions des classes populaires.

À côté de ce nouveau prolétariat, les professions de l'industrie, beaucoup plus masculines et touchées de plein fouet par le chômage et les restructurations, continuent de décliner. Le recul des ouvriers qualifiés de l'industrie concerne toute l'Europe, mais il est plus accentué en France. Les classes populaires y comptent de plus en plus d'ouvriers et d'employés peu qualifiés : entre 2000 et 2009, leur part, qui avait déjà considérablement progressé dans les années 1990, est passée de 10 % à 12 % de la population de plus de 15 ans en emploi. Si les travailleurs qualifiés restent majoritaires chez les ouvriers, leur part globale a cependant décliné, passant de 21 % à 16 % (3).

* Sociologues, auteurs de l'ouvrage *Les Classes sociales en Europe. Tableau des nouvelles inégalités sur le Vieux Continent*, à paraître aux éditions Agone, Marseille, en septembre prochain.

Groupes socioéconomiques en Europe

Cécile Marin, mai 2017



Cette structuration professionnelle typique découle de politiques successives visant à faire supporter les conséquences de la concurrence internationale par les franges les plus fragiles du salariat. Elle est accentuée par l'exposition à cette concurrence d'une industrie française peu spécialisée et centrée sur les productions de moyenne gamme. Dans le secteur de l'automobile, par exemple, les constructeurs ont choisi de déplacer des pans entiers de la production en Europe centrale (usine de Novo Mesto en Slovénie pour Renault) et du Sud (usine de Mangualde au Portugal pour PSA Peugeot Citroën). Leurs concurrents allemands Daimler et BMW, eux, ont délocalisé uniquement la fabrication de pièces détachées et ont conservé les usines d'assemblage sur le territoire national.

L'encouragement au travail peu qualifié par les baisses ciblées de cotisations sociales, l'incitation à la modération salariale et les multiples incitations fiscales accordées aux ménages pour recourir à des services à la personne ont produit leurs effets. La structure des classes populaires françaises se rapproche désormais plus de celle du Royaume-Uni que de l'Allemagne : tertiarisation des métiers, précarisation des statuts et des contrats, flexibilisation des horaires de travail.

La politique de la précarité

Si les commentateurs libéraux déplorent rituellement une durée du travail française moins élevée qu'ailleurs, ils oublient de mentionner les conditions, plus difficiles qu'ailleurs. Sous cet angle, la France s'approche plus de la Grèce que du Royaume-Uni : 79 % des classes populaires portent des charges lourdes (78 % en Grèce et 67 % au Royaume-Uni), 79 % travaillent debout (82 % en Grèce et 75 % au Royaume-Uni), 45 % travaillent dans la fumée ou la poussière (43 % en Grèce, 33 % au Royaume-Uni), et enfin 59 % travaillent dans le bruit (61 % en Grèce et seulement 47 % au Royaume-Uni).

Qui tenterait d'expliquer cette singularité par une plus forte présence d'immigrés, traditionnellement moins bien traités et moins « revendicatifs » que les travailleurs établis, en serait pour ses frais : en France, la part d'étrangers parmi les classes populaires (9 %) est moindre que dans tous les autres pays européens (14 % en Allemagne, 22 % en Espagne, 16 % en Grèce, 12 % au Royaume-Uni, 19 % en Italie). L'explication réside ailleurs : le patronat a fait le choix, ces vingt dernières années, d'intensifier considérablement le travail pour accroître la productivité, au détriment de l'emploi, mais aussi de l'investissement dans les nouvelles technologies et l'amélioration des conditions

de travail. Tout comme l'Espagne et le Portugal, la France se caractérise par un volant plus important d'emplois peu qualifiés, précaires et sans perspective de carrière (4). Certes, l'emprise de l'économie informelle dans les pays du sud de l'Europe limite la portée de cette comparaison. Toutefois, si l'on ne prend en compte que les salariés ayant une activité déclarée, les classes populaires françaises subissent une précarité supérieure et des conditions de travail détériorées par rapport à des pays européens comparables.

Pourtant, elles affichent une proportion de diplômés relativement importante, plus élevée qu'en Espagne, en Grèce et en Italie et analogue à celle du Royaume-Uni. Cette conjonction entre un bagage scolaire non négligeable et des conditions de travail très défavorables peut s'avérer explosive sur le plan politique. Déjà, en 2006, le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) relevait que les précaires et les chômeurs étaient proportionnellement plus nombreux à réclamer des réformes radicales que les personnes en emploi stable (5). Bien sûr, il y a loin de la coupe aux lèvres. La non-inscription sur les listes électorales est trois fois plus fréquente chez les chômeurs et les précaires que chez les cadres et professions intellectuelles supérieures, et il faut encore y ajouter les effets d'une plus grande abstention.

Précarisées, usées par l'intensification du travail et par un management agressif, les classes populaires françaises conservent néanmoins quelques filets de sécurité. L'État social a constitué pour elles et pour les classes moyennes un rempart contre la crise. Selon l'enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie, si la modération salariale implique des « fins de mois difficiles » pour les classes populaires (72 %, contre 55 % au Royaume-Uni et 31 % en Allemagne, mais 95 % en Grèce), en revanche, elles sont nettement moins nombreuses à tomber sous le seuil de pauvreté : 17 %, contre 23 % en Allemagne et 30 % en Espagne et en Grèce. Les élites allemandes et britanniques ont choisi d'exercer une pression salariale maximale sous prétexte de réduction du chômage : la part des travailleurs à bas salaire en 2014 était de plus de 20 % dans ces deux pays, mais d'à peine 9 % en France (6).

Bien que rongé par les coupes drastiques dans les dépenses, le système de protection sociale permet encore aux membres des classes populaires en activité d'accéder à certains soins : en France, seuls 7 % d'entre eux déclarent avoir renoncé à se soigner pour des raisons économiques. Mais, si l'on prend en compte les inactifs et les sans-emploi, les écarts se creusent : d'après l'enquête du Commonwealth Fund, 17 % des personnes ayant un revenu inférieur à la moyenne déclarent avoir dû renoncer à des soins, ce taux étant de 13 % aux Pays-Bas et de 27 % en Allemagne. Les baisses des dépenses de santé promises par plusieurs candidats à l'élection présidentielle fragilisent encore ce qu'il reste d'une protection héritée du programme du Conseil national de la Résistance.

Autre filet de protection : l'importance du secteur public et parapublic. En France, celui-ci occupe entre 16 % et 26 % des classes populaires (selon les définitions), soit bien plus qu'au Royaume-Uni (entre 15 % et 22 %) et surtout qu'en Allemagne ou en Espagne (entre 7 % et 12 %). Même si la fonction publique recourt de plus en plus à des sous-traitants et à des travailleurs temporaires, la sécurité de l'emploi y demeure plus forte que dans le privé. C'est notamment le cas pour les aides-soignantes dans les hôpitaux, les auxiliaires de puériculture dans les crèches, les cantinières et les ouvriers des collectivités territoriales, mais aussi pour une partie importante des femmes de ménage, des éboueurs et des facteurs. Cet îlot explique que le sentiment d'insécurité sociale reste peu élevé : au sein des classes populaires, 12 % des personnes seulement

redoutent de perdre leur travail dans les six mois, ce qui est à peu près comparable à la situation en Allemagne et au Royaume-Uni, mais très au-dessous de la moyenne européenne.

Ainsi, les classes populaires du public apparaissent comme le dernier pôle de stabilité au sein d'un monde largement déstructuré par la crise et la mondialisation. Mais un pôle assiégé : le rêve de devenir fonctionnaire, qui a longtemps représenté pour les enfants d'employés et d'ouvriers une possible promotion sociale, s'estompe avec l'élévation du niveau des concours de recrutement et la réduction du nombre de postes.

Comparées aux travailleurs peu qualifiés du tertiaire privé, les classes populaires du public se trouvent aussi en position plus favorable pour revendiquer : qu'il s'agisse des aides-soignantes dans les hôpitaux ou des personnels administratifs, la syndicalisation et les mobilisations y sont plus fortes. En ciblant les « inégalités » de statut entre public et privé, et en promettant la suppression massive de postes de fonctionnaire — sans préciser davantage le profil des heureux perdants —, c'est sans doute à cette frange qui résiste encore que MM. François Fillon et Emmanuel Macron ont décidé de s'attaquer.

Mettre en concurrence celles et ceux qui se situent au bas de l'échelle sociale : cette politique menée plus ou moins intentionnellement depuis le milieu des années 1980 a accentué les fractures internes et durci les oppositions de statut, de genre, d'origine et de culture, ou encore de génération. Cet éclatement lourd de conséquences permet de mieux comprendre pourquoi certaines fractions des classes populaires ont cessé de croire à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes ; pourquoi d'autres font alliance avec le petit patronat national et protectionniste contre les immigrés perçus comme des concurrents ; pourquoi d'autres encore s'accrochent à l'idée d'une alliance possible avec les classes moyennes. À défaut de pouvoir adhérer à une perspective commune, le risque reste néanmoins qu'elles se retirent de l'action politique, laissant à d'autres le soin de décider à leur place.

Notes

(1) Branko Milanović, [*Global Inequality : A New Approach for the Age of Globalization*](#), Harvard University Press, Cambridge (Massachusetts), 2016.

(2) Christelle Avril, *Les Aides à domicile. Un autre monde populaire*, La Dispute, Paris, 2014.

(3) Cécile Brousse et François Gleizes, « [Les transformations du paysage social européen de 2000 à 2009](#) », *Insee Références - Emploi et salaires*, Paris, 2011.

(4) Thomas Amossé, « Les conditions du travail en Europe dans les années 2000 : de fortes inégalités sociales », dans Annie Thébaud-Mony, Philippe Davezies, Laurent Vogel et Serge Volkoff (sous la dir. de), *Les Risques du travail. Pour ne pas perdre sa vie à la gagner*, La Découverte, Paris, 2015.

(5) David Alibert, Régis Bigot et David Foucaud, « [Les effets de l'instabilité professionnelle sur certaines attitudes et opinions des Français, depuis le début des années 1980](#) » (PDF), *Cahier de recherche*, n° 225, Crédoc, Paris, 2006.

(6) Eurostat, « [Enquête sur la structure des salaires](#) », Luxembourg, 8 décembre 2016.